

**GROUPE D'INFORMATION SUR L'ARRET DES TRAVAUX MINIERES  
DANS LE BASSIN HOILLER**

**Compte rendu de la réunion du 22 janvier 2007  
A PORCELETTE**

\*\*\*

Le groupe d'information sur l'arrêt des travaux miniers (GIATM) s'est réuni le 22 janvier 2007 à 14h30, pour la sixième fois, salle Sainte Barbe à Porcelette, sous la présidence de Monsieur le Sous-Préfet de Forbach.

Liste des participants :

M. Tardieu	Sous-Préfet de Forbach
M. Gobin	Sous-Préfet de Boulay
M. Cosquer	Charbonnages de France
M. Prince	Charbonnages de France
Mme Barbacci	Conseil Régional
M. Lange	Conseil Régional
M. Prévôt	Communauté d'agglomération de Forbach
M. Lang	Communauté de communes de Freyming-Merlebach
M. Meunier	Communauté de communes de Faulquemont
M. Dastillung	Communauté de communes du Warndt
M. Olier	Communauté de communes du Pays Naborien
M. Laigre	Driré Lorraine
M. Liautard	Driré Lorraine
Mlle Robert	DDASS Moselle
Mme Laigre	Diren Lorraine
Mme Dellinger	DDAF Moselle
Mme Auburtin	Préfecture de la Moselle-DAG
M. Chardon	ADELP
M. Scheid	CLCV Rosbrück
M. Birtel	ADEPRA
M. Muller	GECNAL
M. Krebs	UFC Que Choisir
M. Josien	GEODERIS
M. Rodriguez	Agence de l'Eau Rhin-Meuse
M. Darbour	EPF Lorraine

Monsieur le maire de Porcelette accueille les participants à la réunion.

Monsieur le Sous-préfet de Forbach remercie le maire de Porcelette pour son accueil et la mise à disposition de la salle Sainte Barbe.

Il présente les excuses de :

- M. le directeur de l'Oberbergamt für Saarland und das Land Rheinland-Pfalz ;
- M. le président du Conseil Général de la Moselle ;
- M. le directeur du Service géologique régional du BRGM ;
- M. le président du district de Faulquemont ;
- M. le président de la communauté d'agglomération de Forbach.

Il expose l'ordre du jour de la réunion, à savoir :

1. Etat d'avancement des procédures (DRIRE)
2. Etat d'avancement des travaux (CdF)
3. Traitement des dommages aux équipements publics (DRIRE)
4. Demande d'adhésion de deux associations (sous-préfet de Forbach).



Monsieur le sous-préfet de Forbach indique que l'ADELPH, dans un courrier en date du 2 novembre 2006, lui avait proposé, pour cette réunion, l'inscription à l'ordre du jour de divers points, relatifs notamment à la qualité des eaux, au nivellement de surface et l'inventaire du foncier de Charbonnages de France, qu'il est apparu opportun d'intégrer dans la présentation qui sera réalisée sous le point 2.

Il passe ensuite la parole à M. Hirsch, DRIRE Lorraine, pour l'exposé du premier point relatif à l'état d'avancement des procédures.

Les exposés présentés en séance sont disponibles sur le site de la DRIRE Lorraine à l'adresse : [http://www.lorraine.drivre.gouv.fr/mines/Mines\\_accueil\\_giatm.asp](http://www.lorraine.drivre.gouv.fr/mines/Mines_accueil_giatm.asp)

### **1- Etat d'avancement des procédures**

L'exposé n'appelle pas de questions.

### **2- Etat d'avancement des travaux**

L'exposé est réalisé par M. Prince, Charbonnages de France.

De manière complémentaire, Monsieur le sous-préfet de Forbach donne la parole à la DDAF, afin que celle-ci puisse préciser le bilan économique et écologique de l'arrêt des exhaures, et à la DRIRE, pour un exposé des éléments de réponse à un article paru dans le Journal du Dimanche du 8 octobre 2006 sur la sismicité dans le bassin houiller.

Mme Dellinger, DDAF, explique que l'arrêt des exhaures se traduit par un gain pour la nappe des grès de l'ordre de 3 à 4 Mm<sup>3</sup>/an et s'est accompagné de la mise en oeuvre de mesures compensatoires (piézomètres, mares à batraciens, suivi écologique des zones humides). Pour ce qui concerne spécifiquement la ressource valorisée pour l'alimentation en eau potable (AEP), la substitution s'accompagne d'une amélioration de la qualité (minéralisation plus faible, réduction du taux de chloration nécessaire avant distribution) et d'une présence de fer, conforme aux prévisions, dont l'usine de traitement de la Carrière permet le traitement. Au plan quantitatif la ressource peut être mobilisée dans les conditions anticipées lors des études. Elle pourra être protégée réglementairement par des périmètres de protection. Les nouvelles solutions d'alimentation permettent une indépendance accrue des collectivités par rapport aux sociétés privées du fait de la suppression des achats d'eau à la SEE. Le bilan économique de l'opération est positif, l'enveloppe financière a été respectée, le prix de l'eau devrait a priori rester inchangé pour l'abonné et pourrait même baisser si les collectivités en décident ainsi. Le résumé de l'exposé est annexé en pièce jointe.

M. Laigre, DRIRE, rappelle que l'article du Journal du Dimanche sur la sismicité dans le bassin houiller était un article dont la rédaction était manifestement sensationnaliste, ce qui se traduisait en particulier dans son titre : « *L'activité sismique redouble au-dessus des mines désaffectées - Une faille sous le TGV* ». Or, selon l'analyse convergente de la DRIRE, de CdF, de la SNCF et de Réseau ferré de France (RFF), les influences de l'exploitation minière sur les mouvements de terrains dans le secteur désigné par l'article, à savoir les communes de Betting-lès-Saint Avold et de Béning-lès-Saint Avold (en particulier la gare de cette dernière commune), ne sont plus perceptibles depuis la fin de l'année 2002. Concrètement, par ailleurs, aucun dommage particulier menaçant en quoi que ce soit l'intégrité du réseau ferré n'a récemment été identifié dans le secteur en cause. Il est précisé qu'une note détaillée sur ce dossier sera jointe en annexe au compte-rendu de la réunion.

A la suite de ces présentations, M. Chardon (ADELP) souhaite disposer de précisions sur la question du patrimoine foncier de CdF, notamment sur les projets intéressant le carreau de Saint-Avold, ainsi que sur le devenir et la propriété des bassins de décantation et les forages de dépollution de Diesen.

Monsieur le sous-préfet de Forbach souligne que CdF procède actuellement à des ventes de son patrimoine à destination du secteur privé et des collectivités locales, par l'intermédiaire



difficultés d'accès que pose ce site, enclavé entre la commune de Petite-Rosselle et une zone d'intérêt écologique (vallée du Schafbach).

M. Chardon, ADELP, demande qu'on lui précise les mesures envisagées pour résorber les problèmes de pollutions liées à l'assainissement affectant la qualité du Leibsbach. Il souhaite également savoir qui sera le propriétaire des sièges 1 et 2 de La Houve. Il affirme également que le prix de l'eau dans le bassin houiller est deux fois supérieur à la moyenne constatée en Moselle et estime qu'une compensation économique serait nécessaire au regard du surcoût induit par la restructuration de l'eau potable. Il souhaite, en dernier lieu, disposer d'informations sur la surveillance de la qualité de l'eau potable.

M. Prince, CdF, rappelle que l'assainissement est de la responsabilité de la commune concernée. Il précise que les terrains des sièges de La Houve ont fait l'objet d'une négociation avec la commune en vue d'une cession à celle-ci.

Mme Dellinger, DDAF, estime qu'il est inexact d'affirmer que le prix de l'eau serait, dans le bassin houiller, deux fois supérieur à la moyenne mosellane. Elle confirme à nouveau que la restructuration de l'eau potable n'induit pas de surcoût pour l'usager.

Mme Robert, DDASS, rappelle que les forages destinés à l'alimentation en eau potable font l'objet d'un suivi au titre de la police sanitaire. Elle souligne par ailleurs que, en liaison avec la DRIRE, des surveillances piézométriques ont été prévues afin de suivre la qualité hydraulique des forages susceptibles d'être affectés lors de l'ennoyage et, ainsi, prévenir toute dégradation de ceux-ci par des mesures appropriées en tant que de besoin.

Monsieur le sous-préfet signale que lors de la mise en place du dispositif de substitution des eaux d'exhaure pour l'alimentation en eau potable il a été constaté que l'eau potable importée d'Allemagne ne subissait pas les contrôles sanitaires réglementaires français mais allemands mais que celle-ci était de bonne qualité. Il indiquait en outre que la régularisation réglementaire de ces importations était en cours auprès de la DDASS.

La discussion sur ce point de l'ordre du jour est close.

Monsieur le sous-préfet de Forbach passe la parole à la DRIRE pour l'exposé sur les dommages aux équipements publics.

### **3- Dommages aux équipements publics**

L'exposé est réalisé par M. Laigre, DRIRE, lequel rappelle de manière liminaire que ce point de l'ordre du jour a été prévu en réponse aux interrogations exprimées par certains élus locaux, lors de l'arrêt des travaux miniers, sur les dommages aux réseaux d'assainissement.

Au titre des points précis qui ont été présentés dans cet exposé, il n'est pas constaté de questions particulières de la part des membres du groupe.

M. Scheid (CLCV), plus généralement, tient toutefois à rappeler la situation particulière de la commune de Rosbruck et, selon lui, la situation non satisfaisante de résolution des dégâts miniers subis par celle-ci selon les critères du FGAO, qui conduisent à ignorer les dommages intervenus avant le 1<sup>er</sup> septembre 1998. Il demande un soutien de l'Etat. Il informe également le groupe que la CLCV Rosbrück a introduit un recours en annulation à l'encontre de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2006 portant sur l'arrêt des travaux miniers de la concession Sarre-et-Moselle.

Monsieur le sous-préfet signale que Monsieur le préfet se préoccupe particulièrement de la situation des sinistrés et qu'il débattrà sous peu de la question de l'indemnisation avec les associations représentatives des intérêts des sinistrés.

### **4- Demande d'adhésion de deux associations**



de l'EPFL dans certains cas, et que des réflexions en cours ont pour objectif de favoriser la cession globale de l'ensemble du patrimoine, en grande partie à l'EPFL.

M. Cosquer, Charbonnages de France, indique que la question du devenir du patrimoine foncier de CdF a été traitée dans le cadre d'un groupe de travail associant les collectivités territoriales, l'EPFL, l'Etat et CdF, dans le souci d'aboutir à une situation clarifiée quant à la destination et à la propriété futures de tous les terrains en situation d'après-mines. Concernant le carreau de Saint-Avold, il précise que celui-ci a été cédé à la commune de Saint-Avold. Concernant les installations situées sur le territoire de la commune de Diesen, il indique que les bassins de décantation sont la propriété de la SNET, tandis que les forages de dépollution appartiennent à CdF et ont vocation, à l'avenir, à être transférés au département de prévention et de sécurité minière (DPSM).

Monsieur le sous-préfet de Forbach souligne qu'il convient de distinguer, dans la discussion, ce qui relève de la gestion du patrimoine de CdF et ce qui est relatif aux obligations qui s'imposent à CdF dans le cadre d'arrêtés préfectoraux au titre du code minier ou des installations classées pour la protection de l'environnement.

M. Birtel, ADEPRA, souhaite qu'on lui précise ce qu'il adviendra des plateformes ferroviaires et des dépôts de charbon sur les communes de Freyming-Merlebach et de Rosbruck. Il s'interroge également sur le traitement qui sera réservé aux bassins de décantation contenant des goudrons à Marienau et la manière dont ces goudrons seront éliminés. Dans le secteur du bassin Saint-Charles, il souhaite des informations sur les gravats de l'AC1 qui avaient été emmenés sur ce site et s'inquiète des conditions de leur réutilisation aux fins de remblai en zones de construction. Il s'interroge enfin sur la mise en sécurité des flancs de ce bassin et souhaite que lui soit exposé l'intérêt de la mise en place de gravats sur les schlamms dans certains secteurs de ce bassin, attendu que leur présence occasionnera une gêne dans l'hypothèse d'une valorisation ultérieure des schlamms.

M. Müller, GECNAL, fait part de ses inquiétudes quant à l'utilisation du terril de La Houve pour l'exercice d'activités ludiques motorisées (quads et moto-cross) qu'il estime incompatibles avec la qualité écologique du site. Il souhaite que l'association puisse poursuivre ses études sur le crapaud vert.

Monsieur le sous-préfet de Forbach expose que l'entrée dans l'ère de l'après-mines conduit à une réappropriation de fait des espaces qui avaient auparavant une utilisation strictement industrielle. Il souligne qu'il est a priori difficile de mettre en place des conditions de surveillance qui permettraient de se prémunir contre toute intrusion des tiers, notamment pour l'exercice des activités motorisées qui ont été évoquées. A la demande de M. Lang, député-maire de Freyming-Merlebach, il prend toutefois l'engagement de demander aux forces de l'ordre de renforcer leur surveillance et de verbaliser au besoin.

M. Cosquer, CdF, expose qu'en ce qui concerne les gravats de l'AC1, les contrats passés avec les entreprises de démolition prévoient que ceux-ci soient recyclés selon les règles en vigueur. La réutilisation de tels produits s'effectue selon des dispositions générales qui prévoient des contrôles de la qualité des produits, puis leur réutilisation ou leur élimination en décharge lorsque les contrôles réalisés indiquent la nécessité d'une telle destination. Dans le cas présent, toutefois, il ne s'agit de rien d'autre que de schistes et de sables. Les flancs du bassin Saint-Charles ont été stabilisés comme il était prévu dans l'arrêté préfectoral concerné. Concernant également ce bassin, il indique que les schlamms sont la propriété de la SODELIF, filiale de la SNET. Lorsque cette société utilisera les schlamms, elle procédera alors, de manière concomitante, à la mise en sécurité complémentaire des flancs qui pourrait être rendue nécessaire, ce qui sera du reste en tout état de cause défini dans l'arrêté préfectoral au titre de la législation des installations classées encadrant cette activité. Il estime enfin que le retrait des schistes déposé sur les schlamms à des fins de stabilisation des terrains ne présente aucune difficulté particulière.

Monsieur le sous-préfet de Forbach rappelle que la valorisation des schlamms du bassin Saint-Charles n'est pas réellement envisageable dans le contexte actuel au regard des



Monsieur le sous-préfet de Forbach rappelle que le GIATM a été constitué en juin 2004 par arrêté préfectoral pour « assurer l'échange d'informations sur les conséquences environnementales de l'arrêt de l'extraction minière dans le bassin Houiller ».

Il expose les demandes d'adhésion présentées par l'association après-mines Moselle-Est (AMME) et le collectif de défense des communes minières de Lorraine.

Il demande au groupe d'exprimer son avis sur ces demandes : en fonction de celui ci-, le Préfet prendra une décision de modification ou pas de l'arrêté constitutif du GIATM.

Il ressort de la discussion que l'adhésion de l'AMME ne fait l'objet d'aucune objection. En revanche, des interrogations se font jour quant à la pertinence de l'adhésion du collectif de défense des communes minières de Lorraine, dont, selon les statuts transmis par le collectif à l'appui de sa candidature, l'objet serait restreint au bassin sidérurgique et ferrifère lorrain.

Le Sous-Préfet rappelle que le groupe a été constitué avec, comme objectif, une composition la plus équilibrée possible, calquée sur celle de la CIAM, compétente pour le bassin ferrifère lorrain.

Eu égard aux divergences apparues notamment entre les élus et certaines associations sur l'opportunité d'une adhésion du Collectif de Défense des Communes Minières, M. le Sous-Préfet proposera à M. le Préfet le statu quo et le maintien donc de la composition actuelle du GIATM.

\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le sous-préfet de Forbach remercie les participants et lève la séance.

Le sous-préfet de FORBACH  
Président du GIATM



Guy TARDIEU

**PJ n°1** : Note concernant le bilan économique et écologique de l'arrêt des exhaures.

**PJ n°2** : Note relative à un article de presse du 8 octobre 2006 du Journal du Dimanche.





Direction départementale de l'agriculture  
et de la forêt de la Moselle

Service Ingénierie Publique  
Arrondissement EST

## **ALIMENTATION EN EAU DU BASSIN HOUILLER**

### **Bilan écologique et économique de l'arrêt des exhaures**

- Bilan écologique
  - . Gain pour la nappe des grès de 3 à 4 Mm<sup>3</sup>/an (11Mm<sup>3</sup>- 7 à 8 Mm<sup>3</sup>).
  - . Mise en oeuvre des mesures compensatoires (suivi des piézomètres; création de mares; suivi écologique des zones humides).
  - . Corollaire: diminution des débits de certains cours d'eau d'où un risque de dégradation de la qualité (impact plus important des rejets).
- Bilan qualitatif et quantitatif de la ressource (AEP)
  - . Qualitatif: amélioration de la qualité (minéralisation plus faible).Présence de fer, conformément aux prévisions: l'usine de traitement Carrière est adaptée au traitement de ce paramètre.  
Le taux d'injection de chlore a pu être diminué.
  - . Quantitatif: conforme aux prévisions
- Sécurité de l'approvisionnement renforcée:
  - . Ressource protégeable réglementairement (périmètres de protection)
  - . Forages implantés en forêt de protection (secteur Longeville) et zone d'emprunt située sous la forêt du Warndt (forages de la carrière)
- Indépendance accrue des collectivités par rapport aux sociétés privées : suppression des achats d'eau à la SEE.
- Bilan économique positif (grâce aux subventions):
  - . Respect de l'enveloppe financière (économie de 2 M d'euros)
  - . Prix du m<sup>3</sup> d'eau a priori inchangé pour l'abonné (négociation avec Véolia en cours)

## GIATM du 22 janvier 2007

-----

## Point 2

## Note sur l'article de presse du 8 octobre 2006 du Journal du Dimanche

Dans l'article du Journal du Dimanche en date du 8 octobre 2006, intitulé « *L'activité sismique redouble au-dessus des mines désaffectées - Une faille sous le TGV* », il était fait état de la formation de fractures au droit des lignes SNCF situées sur les communes de Betting-lès-Saint Avold et de Béning-lès-Saint Avold, ainsi qu'au niveau de la gare de cette dernière commune.

Il était par ailleurs affirmé dans cet article que le phénomène en cause se serait fortement accentué ces dernières semaines et serait dû à une reprise de l'activité sismique consécutive à l'ennoyage des travaux miniers.

Il convient en premier lieu de préciser que, au regard des phénomènes en jeu, l'emploi du terme « faille » n'est pas approprié dans le titre de cet article, puisqu'il n'existe en réalité aucune faille géologique dans le secteur en cause, mais seulement des fractures liées à l'exploitation minière.

Ces fractures se sont formées strictement durant la phase d'exploitation.

Elles sont aujourd'hui inactives, mais peuvent se révéler au cours de travaux de terrassement ou lors du lessivage des sols par les précipitations.

L'extraction du charbon dans l'unité d'exploitation considérée (champs de Cocheren) a cessé depuis octobre 2003. Pour ce qui concerne plus précisément le secteur pris en considération dans l'article du Journal du Dimanche, les travaux miniers ont par ailleurs été arrêtés plus tôt et, concrètement, les influences de l'exploitation sur les mouvements de terrains ne sont plus perceptibles depuis la fin de l'année 2002.

Dans le dossier d'arrêt définitif des travaux de la concession minière de Sarre et Moselle, Charbonnages de France a communiqué l'enveloppe des zones de fractures constatées.

Concernant l'activité sismique, celle-ci est effectivement d'origine minière et consécutive à l'ennoyage des travaux miniers, engagé en juin 2006.

Par ailleurs, au regard de sa faible magnitude, de l'ordre de 2,6 sur l'échelle de Richter, la sismicité constatée n'a eu aucun impact sur les infrastructures et le bâti normalement entretenus.

L'institut de physique du globe précise en effet que le seuil d'alerte national, fixé à 3,5 sur l'échelle de Richter, est le seuil à partir duquel des fissures de petites dimensions, sans conséquence sur la stabilité du bâti, sont éventuellement susceptibles d'apparaître.

Ce seuil est toutefois essentiellement un seuil technique, défini pour l'édition informative des cartes d'aléas sismiques, le déclenchement d'enquêtes et l'élaboration de règles sismiques.

Divers événements sismiques de très faible magnitude (de 1,3 à 1,8 sur l'échelle de Richter) sont intervenus depuis lors, en novembre et décembre 2006

S'agissant du réseau ferré, la SNCF confirme que, depuis le début de l'année 2005, aucun événement de surface susceptible d'être rattaché à l'exploitation minière n'a été constaté au droit des installations ferroviaires citées dans l'article de presse.

La surveillance périodique assurée depuis lors, à l'instar de la surveillance exercée sur l'ensemble du réseau de la SNCF, ainsi qu'un examen spécifique réalisé le 10 octobre 2006, à la suite de l'article en cause, ne révèlent aucun problème de tenue des infrastructures ferroviaires.

En conclusion, l'ensemble des éléments de constat produits par les parties concernées et confrontés lors d'une réunion intervenue le 9 novembre 2006 à la DRIRE Lorraine ne peut que conduire à réfuter les informations parues dans la presse, qui relèvent d'une rédaction manifestement tendancieuse et sensationnaliste.

L'ennoyage des travaux miniers se poursuit conformément aux prévisions de Charbonnages de France et, selon les analyses convergentes de la SNCF et de l'exploitant minier, aucun événement menaçant en quoi que ce soit l'intégrité du réseau ferré n'a à ce jour été identifié dans le secteur en cause.

Le réseau d'écoute sismique mis en place par Charbonnages de France restera opérationnel jusqu'à la fin de l'ennoyage des travaux miniers ou jusqu'au constat d'une absence d'activité sismique effective pendant une période minimale d'un an.

Toute découverte éventuelle de fractures résultant de l'activité minière fera l'objet, si nécessaire, d'un traitement par Charbonnages de France.

Il en sera de même par le département prévention et sécurité minière du BRGM dès lors que Charbonnages de France aura disparu.

-----

Annexe : Carte « Enveloppe des crevasses minières constatées » (extrait)



## Enveloppe des crevasses minières constatées – Extrait : Secteur de la gare de Bénying-les-Saint-Avoid

